

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43, rue Duroselle  
16 000 Angoulême  
ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Angoulême, le 23/12/2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/11/2025

### **Partie nominative**

#### **CARRIERES DU CONFOLENTAIS SARL**

1 chemin du Désert  
86350 Usson-Du-Poitou

Affaire suivie par : Richard CLAIRE  
Téléphone : 05 16 08 02 12  
Courriel : Richard.Claire@developpement-durable.gouv.fr  
Références : 2025\_1454\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007200124

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 13/11/2025 de l'établissement CARRIERES DU CONFOLENTAIS SARL implanté Aux Plantes - Peux Coutu - Les Cotes 16500 Lessac. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.




#### **Participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :**

- Richard CLAIRE, Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne, SCDE 16, inspecteur de l'environnement
- Christian LEVAIS, Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne, SCDE 16, inspecteur de l'environnement

**Participants à l'inspection, hors inspection des installations classées :**

- Martine VIGOUROUX, responsable sécurité, environnement
- Julien MOREAU, responsable d'exploitation

Le courriel d'échange avec l'administration est [martine.vigouroux@iribarren.fr](mailto:martine.vigouroux@iribarren.fr).

<p>Rédacteur</p> <p>L'inspecteur de la subdivision carrières, déchets, éolien de la Charente</p>  <p>Richard Claire</p>	<p>Vérificateur</p> <p>L'inspecteur de la subdivision carrières, déchets, éolien de la Charente</p>  <p>Christian Levais</p>	<p>Approbateur</p> <p>Le responsable de la subdivision carrières, déchets, éolien de la Charente</p>  <p>Stéphane Fauvaud</p>
--	---	--

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

À l'issue de la visite d'inspection du 13/11/2025 de l'établissement CARRIERES DU CONFOLENTAIS SARL implanté Aux Plantes - Peux Coutu - Les Cotes 16500 Lessac, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour la liste des points de contrôle ci-dessous :

- **Modifications envisagées** - Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles L. 181-14 et R. 181-46
- **Registres et plans** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 15
- **Plan de gestion des déchets** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 16 bis
- **Bruit** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/09/2002 article : 1.7.1
- **Rejets d'eau dans le milieu naturel** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/09/2002 article : 1.5.2.1

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Au regard des constats, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** prouvant le respect de la conformité pour la liste des points de contrôle ci-dessous :

- **Modifications envisagées** - Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles L. 181-14 et R. 181-46
- **Registres et plans** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 15
- **Plan de gestion des déchets** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 16 bis
- **Bruit** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/09/2002 article : 1.7.1
- **Rejets d'eau dans le milieu naturel** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/09/2002 article : 1.5.2.1

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43, rue Duroselle  
16 000 Angoulême

Angoulême, le 23/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES DU CONFOLENTAIS SARL**

1 chemin du Désert  
86350 Usson-Du-Poitou

Références : 2025\_1454\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007200124

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement CARRIERES DU CONFOLENTAIS SARL implanté Aux Plantes - Peux Coutu - Les Cotes 16500 Lessac. L'inspection a été annoncée le 30/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES DU CONFOLENTAIS SARL
- Aux Plantes - Peux Coutu - Les Cotes 16500 Lessac
- Code AIOT : 0007200124
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carrière du Confolentais exploite une carrière de granite sur la commune de Lessac, aux lieux-dits "Aux plantes" et "Peux Coutu". L'exploitation de cette carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 3 septembre 2002, jusqu'au 3 septembre 2032.

Cette carrière fait partie du groupe IRIBARREN.

La société Carrières du Confolentais a déposé, en octobre 2025, un dossier portant à la connaissance du préfet les modifications envisagées sur son site de Lessac. L'inspection a permis d'aborder les sujets contenus dans ce dossier à connaissance.

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modifications envisagées	Code de l'environnement, articles L. 181-14 et R. 181-46	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Registres et plans	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Demande d'action corrective Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Bruit	Arrêté Préfectoral du 03/09/2002, article 1.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
7	Rejets d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 03/09/2002, article 1.5.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Pollution de l'air	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, articles 19.3 et 19.7	Sans objet
6	Mesures sismiques	Arrêté Préfectoral du 03/09/2002, article 1.7.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Carrières du Confolentais a déposé, en octobre 2025, un dossier portant à la connaissance du préfet les modifications envisagées (cf. point de contrôle ci-dessous détaillant les modifications sollicitées) sur son site de Lessac. L'inspection a permis d'aborder les sujets contenus dans ce porter à connaissance. À cette occasion, il a été constaté que les eaux issues de l'exploitation transitaient d'une part, par le fossé de la route départementale 952 avant d'être accueillies dans les bassins de décantation et rejetées dans la Vienne et d'autre part, que ces eaux étaient mélangées dans le fossé, aux eaux de voirie. Étant donné qu'à ce jour, l'exploitant n'a réalisé aucune analyse des eaux rejetées dans la Vienne, rien ne permet d'établir que ces eaux ne sont pas polluées et ne présentent pas un risque d'atteinte à l'environnement. Des actions correctives et des justificatifs sur la composition des eaux rejetées dans le milieu naturel ont été demandés à l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modifications envisagées

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, articles L. 181-14 et R. 181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, modifications
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Article L. 181-14 du code de l'environnement</i> Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.  <i>Article R. 181-46 du code de l'environnement</i> I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]
<b>Constats :</b>  En octobre 2025, l'exploitant a déposé un dossier portant à la connaissance du préfet les modifications envisagées sur son site. Ce dossier reprend les porter à connaissances déposés en décembre 2021, juin 2022, février 2023 et avril 2024, et notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>le maintien du stockage d'une partie des matériaux extraits de la carrière sur les parcelles D2 et D393, (rubrique 2517-2 de la nomenclature des installations classées), stockage autorisés par arrêté préfectoral en date du 3 septembre 2002. L'exploitant indique qu'il n'est toujours pas possible de déplacer et stocker la totalité des matériaux extraits sur le carreau de la carrière, déjà occupée par des stocks et par les voies de circulation ;</li></ul>

- l'augmentation de la zone de stockage des matériaux par l'intégration de la parcelle D39 (1 700 m<sup>2</sup>) dans l'emprise ICPE. La parcelle est située au nord-est des parcelles sus-citées. L'exploitant précise que cette surface totale de stockage des matériaux de 9 700 m<sup>2</sup> (D2, D393 et D39) ne franchit pas le seuil de 10 000 m<sup>2</sup> ;
- l'installation d'une cuve de gasoil de 50 m<sup>3</sup> soit 42,5 tonnes (rubrique 4734-2 de la nomenclature) ;
- l'installation d'une station service pour un volume distribué de 2 000 m<sup>3</sup>/an (rubrique 1435 de la nomenclature) ;
- la modification de l'installation de traitement. Remplacement du concasseur primaire de l'installation de concassage et de criblage et son placement sur le carreau de la carrière. La modification de la puissance installée de l'exploitation est portée à 470 kW. Cette évolution n'entraîne aucun franchissement des seuils de classement réglementaire applicables, et ne modifie donc pas le régime administratif de l'installation au titre de la rubrique 2515 de la nomenclature ;
- la modification du volume annuel de prélèvement d'eau dans la Vienne. L'arrêté préfectoral du 3 septembre 2002 autorise un volume maximal de prélèvement de 2 080 m<sup>3</sup>/an. Le tableau des relevés transmis par l'exploitant met en évidence une augmentation significative des volumes prélevés, avec des prélèvements de 5 971 m<sup>3</sup> en 2023, 7 553 m<sup>3</sup> en 2024 et une prévision de 7 900 m<sup>3</sup> pour l'année 2025 ;
- la création d'un puisard au sud de l'exploitation d'une surface de 500 m<sup>2</sup> et d'un volume de 1 500 m<sup>3</sup> et la modification de la cote autorisée de 125 m NGF par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juillet 2012 portant cette cote à 122 m NGF au droit de ce puisard ;
- l'extension de la zone d'approfondissement de l'exploitation de 1,6 ha supplémentaire à la cote de 125 m NGF, portant la superficie actuelle à 3 ha au total.

Au vu des éléments du carrier, l'inspection constate que :

- l'exploitant n'a pas intégré les parcelles D2 et D393 dans le périmètre ICPE ;
- les boues issues du curage des bassins de décantation sont stockées sur la parcelle D2 (en bordure de route) avant d'être évacuées vers la carrière de Négrat de la société Carrière du Confolentais sur la commune de Confolens. La proximité du stockage des boues de décantation avec la Vienne (environ vingt mètres) et le fait qu'il n'a pas été constaté de retenue canalisant les eaux issues du lessivage de ces boues (potentiellement polluées) vers les bassins de décantation, ne permet pas de certifier que ces eaux n'impactent pas le cours d'eau.

Mis à part le régime de la rubrique 2517 à justifier par l'exploitant (voir ci-dessus), les modifications suscitées ne portent ni sur une prolongation de sa durée d'exploitation, ni sur des dépassements de seuils conduisant à un changement de régime administratif, mais seulement sur l'intégration de la parcelle D39 (1700 m<sup>2</sup>) au périmètre de l'emprise actuelle. Compte tenu de ces éléments, les différentes modifications et évolutions du site Carrières du Confolentais sont notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Elles ne présentent pas de risque ou inconvénient significatifs susceptibles de porter atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Avant de se prononcer quant à la suite à proposer au préfet sur ces demandes de modifications, des éléments complémentaires sont attendus de la part de l'exploitant (voir cadre ci-après). La régularisation de la situation administrative de la carrière et de ses installations fera ensuite l'objet d'un projet d'arrêté complémentaire qui sera soumis à la signature du préfet.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection, **sous trois mois**, un dossier actualisé sur :

- l'intégration des parcelles cadastrales D2, D39 et D393 au périmètre de la carrière. Cette démarche s'accompagne de la mise à jour des garanties financières afin de couvrir l'ensemble du périmètre régularisé ;
- un tableau consolidé de l'ensemble des activités et installations, avec les rubriques de la nomenclature des installations classées et leur régime applicable (autorisation, enregistrement, déclaration, non classées), y compris les rubriques (IOTA) soumises à la loi sur l'eau ;
- les bassins de décantation en précisant leur nombre, leur localisation, leur fonctionnement et les parcelles concernées ;
- les mesures prises pour retenir et canaliser les eaux issues du lessivage des boues de décantation vers les bassins avant rejet dans le milieu naturel. À cet effet, l'exploitant transmet sous **3 mois** la proposition retenue des travaux modificatifs envisagés ;
- le volume des stocks de matériaux et des boues de décantation présents sur les parcelles qui ne sont pas intégrées à l'emprise ICPE ;
- le volume d'eau nécessaire à l'activité, la justification de l'augmentation du prélèvement d'eau dans la Vienne, le volume maximum annuel demandé et les mesures prises pour contrôler et limiter ce prélèvement d'eau du milieu naturel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Registres et plans**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15

**Thème(s) :** Situation administrative, plan d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

Registres et plans de carrières à ciel ouvert

Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;

[...] Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

**Constats :**

Le plan d'exploitation transmis est dans un format qui le rend illisible et le rend difficilement exploitable.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre, **sous deux mois**, un plan lisible et effectuer une mise à jour sur l'ensemble des items réglementaires, conformément à l'arrêté ministériel.

En outre, des éléments significatifs doivent y être portés pour une meilleure compréhension de l'exploitation, sous la forme d'un plan simplifié de type géomètre (plus facilement exploitable qu'un plan créé à partir d'une vue aérienne), qui comprendra notamment :

- une barre d'échelle et une rose des vents ;
- l'état de l'exploitation par rapport au phasage prévu ;
- l'intégration des parcelles D2, D39 et D393 dans l'emprise ICPE ;
- l'emplacement de la station service et de la cuve à gasoil ;
- l'emplacement du séparateur d'hydrocarbures ;
- l'emplacement du puisard ;
- l'emplacement de toutes les infrastructures (installation de traitement, ateliers, pesage, etc) ;
- l'emplacement du point de pompage dans la Vienne et du point de rejet des eaux dans le milieu naturel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Plan de gestion des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

**Thème(s) :** Situation administrative, Localisation des zones de dépôt

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

[...]

-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;

[...]

-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;

[...]

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

**Constats :**

Le dernier plan de gestion des déchets transmis est daté de mai 2020 (plus de cinq ans).

L'exploitant indique que par manque de place dans l'ancienne carrière, les stériles sont stockés sur la partie nord-est de la carrière en lieu et place d'un futur gisement. À terme, ces stériles seront

utilisés à la remise en état de la zone de carrière actuellement en exploitation au sud de l'emprise.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant, <b>sous deux mois</b> , fait une mise à jour de son plan de gestion des déchets conformément à l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 en intégrant également la localisation et la quantité des boues de décantation.
Les justificatifs sont transmis à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Pollution de l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, articles 19.3 et 19.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Retombées de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>Art 19.3</p> <p>En ce qui concerne le contrôle des niveaux d'empoussièrement, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés.[...]</p> <p>Art 19.7</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. [...]</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p>
<b>Constats :</b>
<p>L'exploitant a transmis les dernières mesures des retombées atmosphériques datées du 14 mai 2025.</p> <p>Les mesures réalisées ne présentent aucune non-conformité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/09/2002, article 1.71	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés
inférieur à 45 dB(A)	6 dB(A)

supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)
Valeurs admissibles en limite du périmètre autorisé	Jour (7h00 - 22h00) sauf dimanches et jours fériés
Points de contrôles	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)
Aire de stockage de granulats	65 dB(A)
<p>L'emplacement des points de mesures chez les tiers notamment face à la carrière, de l'autre côté de la Vienne à "La Berlaude" et au niveau de la "Maison des Tanneurs".</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores est effectué au moins une fois tous les trois ans.</p>	
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les deux rapports de contrôle de bruit dans l'environnement réalisé par Études - Conseil Environnement (en septembre 2021) et GEOSCOP (juillet 2024) en limite de site et en 4 points, aux lieux-dits « Les Plantes », « Maison des Tanneurs », « La Berlaude » et « 6 rue de la courte étape » ; ces 4 derniers sont des ZER (zones à émergence réglementée)</p> <p>Les mesures mettent en évidence une émergence diurne de 7 dB(A) dans le contrôle des niveaux sonores effectué en juillet 2024 à la « Maison des Tanneurs », ce qui est non-conforme à la prescription (6 dB(A)) de l'arrêté préfectoral.</p> <p>L'exploitant indique que le point de mesure a été déplacé, le propriétaire de la maison qui donnait accès à son jardin pour la pose du micro, a refusé l'accès au contrôleur. De fait, le micro a été installé dans la rue passante et étroite. L'exploitant indique vouloir reprendre contact avec le propriétaire pour comprendre ce refus et si possible pouvoir accéder au point de mesure historique pour le prochain contrôle programmé le premier semestre 2026.</p> <p>Pour les autres mesures réalisées, aucune autre non-conformité en limite de propriété et au niveau des autres ZER n'a été observée lors des campagnes de mesure suscitées.</p>	
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit renouveler, <b>sous quatre mois</b>, ses contrôles de niveaux sonores à « la Maison des Tanneurs » afin de déterminer si le dépassement de l'émergence relevé en période diurne est épisodique ou récurrent. Les justificatifs sont transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas de nouvelle non conformité, l'exploitant produit une analyse des causes et propose des mesures à mettre en place pour respecter les valeurs réglementaires.</p> <p>L'absence d'actions correctives expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</p>	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois	

## N° 6 : Mesures sismiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/09/2002, article 1.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, vibrations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées dans les trois axes de la construction. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis les résultats des enregistrements des tirs effectués depuis le début de l'année. 13 tirs ont été effectués depuis le début de l'année 2025 dont le dernier a été réalisé le 21 octobre 2025.  Les valeurs mesurées sont conformes à l'arrêté ministériel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Rejets d'eau dans le milieu naturel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/09/2002, article 1.5.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Analyses des eaux rejetées
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble de ces eaux de la carrière et de l'aire de dépôt des matériaux sont dirigées vers des bassins de décantation en vue d'être recyclées. En cas de rejet du trop plein de ces bassins vers la Vienne, ces eaux devront respecter les valeurs suivantes: <ul style="list-style-type: none"><li>• le pH est compris entre 5,5 et 8,5;</li><li>• la température est inférieure à 30 °C;</li><li>• les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF EN 872);</li><li>• la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101);</li><li>• les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 91 114).</li></ul> Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les MEST, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.
<b>Constats :</b>  La visite sur site du 13 novembre 2025 a permis de dresser les constats suivants.  1) Aucune analyse des eaux rejetées dans la Vienne n'a été réalisée depuis le début de l'exploitation. De plus, il est indiqué dans le rapport de porter à connaissance d'avril 2024, que l'exploitation rejette environ 24 000 m³/an d'eau dans la Vienne après décantation. Or pour être en conformité

avec l'arrêté préfectoral, l'exploitant doit réaliser l'analyse de ces eaux **en cas de rejet** du trop plein de ces bassins de décantation vers la Vienne.

2) Le site de la carrière est séparé en 2 parties, dans un axe sud-nord, par la route départementale D952. La carrière se situe à l'est de la route départementale, l'aire de stockage et les bassins sont à l'ouest. Les eaux de pluie collectées sur le carreau de la carrière transitent par le fossé (milieu récepteur des eaux de voirie) avant d'être dirigées par une canalisation vers les bassins de décantation. Les bassins réceptionnent à la fois les eaux de la carrière et potentiellement les eaux de voirie avant rejet dans la Vienne.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant, **sous trois mois**, de faire réaliser les analyses des eaux rejetées dans le milieu naturel, conformément à l'arrêté préfectoral, par un organisme agréé. Les résultats d'analyse sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés des commentaires de l'exploitant. En cas de non respect de valeurs limites réglementaires, l'exploitant propose les mesures à mettre en œuvre pour un retour à une situation conforme.

L'absence d'actions correctives et de justificatifs associés expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois